



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 10/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAINT GOBAIN PAM**

Avenue Camille Cavallier  
BP 129  
54700 Pont-À-Mousson

Références : 2025\_0702  
Code AIOT : 0006200539

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement SAINT GOBAIN PAM implanté Avenue Camille Cavallier Adresse Exclusive BP 129 54700 Pont-à-Mousson. L'inspection a été annoncée le 15/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAINT GOBAIN PAM
- Avenue Camille Cavallier Adresse Exclusive BP 129 54700 Pont-à-Mousson
- Code AIOT : 0006200539
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Saint-Gobain PAM Exploite une installation de production de fonte d'une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure. À ce titre cette installation est visée par l'annexe I de la directive n°2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté européenne.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déchets admissibles	AP Complémentaire du 04/04/2007, article 8	Sans objet
2	Condition d'exploitation des alvéoles	AP Complémentaire du 04/04/2007, article 9.1	Sans objet
3	Constitution d'une alvéole	AP Complémentaire du 04/04/2007, article 9.2	Sans objet
4	Superficie des alvéoles	AP Complémentaire du 04/04/2007, article 9.3	Sans objet
5	Rapport d'activités	AP Complémentaire du 04/04/2007, article 13	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de la visite et les documents transmis par l'exploitant indiquent que les alvéoles 5 et 6 de stockage de déchets sont exploitées dans le respect des dispositions applicables à ces installations.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Déchets admissibles

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/04/2007, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage de déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Prescription contrôlée</b> Sont admissibles sous réserve des critères H14 pour les déchets non dangereux et des critères fixés en annexe les seuls déchets produits par les usines de Pont-à-Mousson et Blénod-Lès-Pont-à-Mousson suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- stériles issus du traitement des co-produits ferreux</li> <li>- boues de cimentation</li> <li>- ciment bocage</li> <li>- chaux de désulfuration exclusivement avec les boues de cimentation</li> <li>- démolitions</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les bilans annuels de 2023 à 2025 montrent que les déchets admis dans les alvéoles 5 et 6 sont constitués principalement de boues de cimentation, puis de stériles issus du traitement des co-produits ferreux (broyés, concassés et triés) et enfin de déchets de ciment (boue de cimentation, ciment bocage).</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'alvéole 5 ne contenait pas de déchets non autorisés, comme lors de la précédente visite.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Condition d'exploitation des alvéoles**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/04/2007, article 9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Deux alvéoles au plus peuvent exploitées simultanément. La mise en exploitation d'une nouvelle alvéole est conditionnée par : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'envoi à l'inspection des installations classées d'un dossier technique établissant la bonne exécution de pose de la géomembrane inférieure,</li> <li>- au récolement par l'inspection de l'alvéole ainsi constituée,</li> <li>- le réaménagement de l'ancienne alvéole (réaménagement final ou mise en place d'une couverture intermédiaire) au maximum 9 mois après l'arrêt d'exploitation et l'envoi à l'inspection des installations classées d'un dossier technique établissant la bonne exécution de pose de la géomembrane supérieure dans le cas d'un réaménagement final ou d'un polyane dans le cas d'une couverture intermédiaire.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'inspection et les documents transmis par l'exploitant ont permis de constater : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la bonne exécution de pose de la géomembrane (dossier technique transmis le 13 mars 2025 + constat sur site),</li> <li>- le respect des dimensions de l'alvéole 5 ;</li> <li>- la fermeture de l'alvéole 6 (dossier technique transmis le 26 juin 2025 et constats sur site).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Constitution d'une alvéole**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/04/2007, article 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque alvéole est constituée du bas vers le haut : <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une géomembrane disposée sur le fond de l'alvéole et les merlons séparatifs de délimitation ;</li> <li>- d'une première couche de fines destinée à prévenir toute détérioration de la géomembrane ou d'un géotextile ;</li> <li>- des déchets ;</li> <li>- d'une géomembrane ;</li> <li>- d'au moins 30 cm de terre végétale. Cette couche sera régulièrement entretenue.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Pour l'alvéole 5, les documents transmis par l'exploitant le 17 mars 2025 et les constats effectués sur le terrain confirment la présence de la géomembrane et de la couche de fine. L'exploitation de l'alvéole ayant commencé, l'inspection n'a constaté que la présence de déchets autorisés. Pour l'alvéole 6, les documents transmis par l'exploitant le 26 juin 2025 indiquent la pose d'une

<p>géomembrane de couverture dans les règles de l'art et d'une couche de terre de 30 cm.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de matériaux hétéroclites (fil de fer, tuyau en plastique...) mêlés à la couche de terre. Suite à la visite, l'exploitant a fait procéder au nettoyage et a transmis des photos justificatives le 26 juin 2025.</p> <p>L'entretien de la surface consiste en 2 débroussaillages par an.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de nettoyer la zone et de faire remonter ces écarts au prestataire. L'exploitant justifie auprès de l'inspection du nettoyage de la zone.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Superficie des alvéoles

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/04/2007, article 9.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage de déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La superficie des alvéoles sera limitée au maximum à 5000 m<sup>2</sup> de manière à limiter la surface offerte aux intempéries.</p> <p>Toutes dispositions seront prises pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- empêcher l'entrée de toutes eaux extérieures à l'alvéole dans l'alvéole ;</li> <li>- interdire tous les rejets de lixiviats intra-alvéoles dans le milieu naturel ;</li> <li>- que la couche finale de déchets et la couverture finale présente une pente d'au moins 3 % de manière à favoriser l'évacuation de toutes les eaux météoriques et de ruissellement non polluées vers l'extérieur de l'alvéole et une zone qui ne sera pas exploitée pour enfouissement (nouvelle alvéole).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a pu constater par les documents transmis et les constats sur le terrain que les pentes des talus de l'alvéole 5 ouverte et la pente de surface de l'alvéole 6 fermée sont de nature à empêcher les transferts d'eau mentionnés dans la prescription.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Rapport d'activités

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/04/2007, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi du stockage de déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un rapport annuel d'activités sera adressé à l'inspection des installations classées.</p> <p>Il comprendra:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- par type de déchets, le tonnage apporté,</li> <li>- les résultats d'analyses sur les piézomètres et/ou les eaux superficielles avec les courbes de suivi pour les paramètres représentatifs,</li> <li>- un plan du site.</li> </ul>

**Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport annuel qui comprend l'ensemble des éléments prescrits à l'article susmentionné (type de déchet, tonnage, analyses d'eau des piézomètres et le plan du site).

L'inspection n'émet pas de remarque sur les résultats ; Elle rappelle cependant à l'exploitant que celui-ci doit lui transmettre le rapport annuel.

**Type de suites proposées :** Sans suite